

Les séquelles de la guerre civile de 1993 encore visibles au Burundi

PANA, 08 mars 2017 Bujumbura, Burundi - La guerre civile de 1993 à 2003 a encore des milliers de déplacés intérieurs, dont ceux du site de Ruhororo, dans le Nord du pays, qui ont reçu, mardi, la visite (photo) du premier vice-président de la république, Gaston Sindimwo, dans le cadre des efforts du gouvernement burundais visant à les sensibiliser au retour volontaire sur les collines d'origine et à la bonne cohabitation avec les sédentaires, maintenant que la paix est revenue, a rapporté la radio publique.

Le déguerpissement forcé de ces déplacés issus essentiellement de la minorité ethnique des tutsi a été tenté à maintes reprises depuis la fin de la guerre civile, sans toutefois venir à bout de la méfiance longtemps entretenue avec leurs anciens voisins Hutu (ethnie majoritaire), restés sur les collines. La guerre civile de 1993 avait opposé les deux principales communautés ethniques du pays, au lendemain de l'assassinat du premier président hutu démocratiquement élu, Melchior Ndadaye, dans un putsch de l'armée à dominante tutsi, à l'époque des faits. Le contentieux de sang entre les deux ethnies se compte en termes d'au moins 300.000 tués de part et d'autre dans cette guerre fratricide dont les séquelles ne sont pas encore complètement effacées. La même guerre civile avait poussé à l'exil intérieur et extérieur, autour de 1,2 million d'autres citoyens burundais, toutes catégories confondues, d'après la même source. Des progrès notables ont toutefois été réalisés à ce jour au niveau du rapatriement des réfugiés extérieurs dont plus d'un demi-million est revenu au pays à la faveur de l'accord global de cessez-le-feu de 2005. Le déplacement intérieur a connu aussi un important fléchissement, toujours grâce à l'accord de cessez-le-feu, à en juger, une enquête de l'Office des Nations Unies pour les affaires humanitaires (Ocha). Les sites connus ne sont plus aujourd'hui qu'au nombre de trois, pour une population de moins de 10.000 occupants, contre 160 sites identifiés en 2005, pour un total de 117.000 déplacés intérieurs. La nouvelle grave crise que vit le Burundi depuis avril 2015 a failli néanmoins hypothéquer les efforts visant à normaliser la situation sociopolitique d'un pays qui retombe dans de violents conflits fratricides presque tous les dix ans depuis son accession à l'indépendance nationale, en 1962. Les estimations du Haut commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) font état de plus de 350.000 Burundais qui ont fui la nouvelle crise vers l'extérieur du pays et autour de 80.000 dispersés dans des familles d'accueil, à l'intérieur des frontières nationales.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});